



Organisation des Fédaians du Peuple d'Iran (Majoritaire)

Une paix durable n'est possible qu'avec une participation populaire active!

Les douze jours de guerre ont également apporté des résultats inattendus. La cohésion interne de l'Iran a été préservée, malgré des crises économiques chroniques et des divisions sociales. Aucun signe de rébellion ou de collaboration avec l'ennemi n'a été observé dans les zones frontalières et parmi les minorités ethniques. Les manifestations pacifiques dans divers pays, le soutien des immigrés iraniens au droit à la défense nationale et l'unanimité des forces politiques indépendantes contre la guerre et l'intervention étrangère ont présenté un tableau au-delà des stéréotypes courants.

Déclaration du Conseil Politique-Exécutif de l'Organisation des Fédaians du Peuple d'Iran (Majoritaire)

Lundi soir 23 juin, le président des États-Unis a annoncé dans un message officiel l'accord de cessez-le-feu entre l'Iran et Israël ; une nouvelle qui a rapidement fait le tour des médias et de la scène politique mondiale. Notre organisation se félicite de cette cessation des hostilités et espère qu'elle conduira à une paix durable. Les douze jours de cette guerre, qui a visé de vastes zones résidentielles dans les deux pays, ont fait des centaines de victimes et causé d'importants dégâts aux infrastructures. Malgré ce lourd tribut, la fin du conflit est considérée comme une étape importante vers le maintien de la stabilité dans la région.

Toutefois, ce cessez-le-feu ne marque pas simplement la fin d'un conflit direct, mais le début d'une phase plus complexe et sensible, axée sur des pressions politiques, sécuritaires et diplomatiques à plusieurs niveaux. Dès le début du conflit, notre organisation a condamné à juste titre et fermement l'agression militaire israélienne, la qualifiant d'attaque injustifié non provoquée, totalement contraire aux principes du droit international, violant la souveraineté nationale de l'Iran et menaçant gravement la stabilité de la région.

Les opérations militaires israéliennes, baptisées « L'Éveil du Lion », ont débuté avec l'objectif affiché de changer le régime iranien, mais elles ont échoué dès les premiers jours, face à une résistance iranienne acharnée et à des ripostes ciblées par des missiles. Les erreurs d'appréciation d'Israël quant au climat social et politique iranien ont été la principale raison de cette aventure militaire. On s'attendait à ce que l'opinion publique iranienne reste

passive, voire se joigne à l'attaque ; mais la réaction publique, des partisans aux critiques du pouvoir, a été sans précédent et unie. L'opinion publique iranienne s'est clairement opposée à cette agression. En revanche, l'Iran a clairement démontré sa dissuasion en tirant des missiles sur des infrastructures vitales en Israël, infligeant un choc majeur au fragile gouvernement de Netanyahou, encore aux prises avec les lourdes conséquences de la guerre de Gaza et l'indignation et la colère mondiale face aux victimes civiles.

Face aux échecs qui se succédaient, le gouvernement israélien a tenté de modifier l'équilibre des forces en impliquant les États-Unis et ainsi interrompant les négociations nucléaires (entre Iran et les États-Unis d'Amérique, ndlr). Des frappes aériennes américaines, avec la participation d'Israël, ont ciblé des installations nucléaires iraniennes, notamment Fordow, Natanz et Ispahan, au moyen d'armes super-lourdes et de missiles lancés depuis des sous-marins dans l'océan Indien. Malgré cette opération de grande envergure et coûteuse, les analystes militaires américains ont affirmé que ces attaques n'avaient pas réussi à détruire complètement des installations clés. La riposte iranienne, notamment une attaque contre la base aérienne (Américaine) d'Al-Udeidah au Qatar, coordonnée avec le gouvernement qatari, a une fois de plus démontré que l'Iran possédait encore la capacité de riposter et que sa capacité militaire, malgré les dégâts, avait été préservée.

Entre-temps, le président Trump, de concert avec l'émir du Qatar, a joué un rôle clé dans la négociation du cessez-le-feu. Des négociations intensives et secrètes à Doha, auxquelles ont participé des représentants des trois pays, ont abouti à un accord temporaire sans lequel la guerre aurait pu s'intensifier et d'autres acteurs régionaux seraient entrés en lice. Le fait que les États-Unis aient annoncé le cessez-le-feu, non pas en tant que médiateur neutre, mais en tant que partie au conflit, était en soi un signe de la complexité de la situation et de la fragilité de l'équilibre existant.

Les douze jours de guerre ont également apporté des résultats inattendus. La cohésion interne de l'Iran a été préservée, malgré des crises économiques chroniques et des divisions sociales. Aucun signe de rébellion ou de collaboration avec l'ennemi n'a été observé dans les zones frontalières et parmi les minorités ethniques. Les manifestations pacifiques dans divers pays, le soutien des immigrés iraniens au droit à la défense nationale et l'unanimité des forces politiques indépendantes contre la guerre et l'intervention étrangère ont présenté un tableau au-delà des stéréotypes courants. De nombreux opposants politiques, empêchés de rentrer au pays depuis des années, ont ouvertement soutenu le peuple iranien contre l'agression militaire.

Or, une phase s'ouvre aujourd'hui, qui pourrait s'avérer bien plus difficile que la guerre. La pression internationale s'intensifie pour que l'Iran revienne immédiatement à la table des négociations, l'accent étant mis sur son programme de missiles et son influence régionale. Les dirigeants européens insistent sur la nécessité d'inclure de nouveaux sujets dans les négociations. Or, les infrastructures du pays sont endommagées, l'armée est sous pression et la société traverse une crise psychologique d'après-guerre. Engager des négociations dans de telles circonstances, sans fixer de lignes rouges et sans s'appuyer sur l'unité et la cohésion internes, reviendrait à accepter une structure politique imposée de l'extérieur.

À cet égard, l'expérience amère des négociations menées par les pays occidentaux avec l'Irak et la Libye devrait servir d'avertissement. Dans les deux cas, les négociations n'ont pas conduit à une paix durable, mais à l'affaiblissement de la structure de gouvernance, à l'occupation militaire et, finalement, à l'effondrement du pays. Ces exemples montrent qu'en l'absence d'équilibre des forces et de soutien social, les négociations peuvent devenir un outil permettant aux puissances étrangères de façonner l'avenir politique d'un pays.

Parallèlement, il est important de noter que, sous le poids des sanctions paralysantes, les forces armées iraniennes ont été contraintes de développer leurs propres industries de défense, notamment celles des missiles et des drones. Les appels à limiter ces capacités sans lever les sanctions et sans ouvrir la voie à des interactions économiques et de défense légitimes constituent une sorte d'ingérence directe au droit du pays à la défense nationale. Notre réponse à ces attentes est un appel à la levée des sanctions, au retour de l'Iran sur les marchés mondiaux et à la création d'accords de sécurité régionaux fondés sur la coopération économique ; dans un tel contexte, le besoin d'importantes dépenses militaires diminuerait naturellement.

Pour surmonter cette étape critique, la République islamique doit faire une introspection avant d'agir sur la scène internationale. Restaurer la confiance du public en ouvrant l'espace politique, social et civique est une nécessité vitale. Libérer les prisonniers d'opinion, mettre fin à l'incarcération des personnalités politiques, renforcer les institutions syndicales et civiques, et donner au peuple une plateforme pour participer à la reconstruction du pays ne sont pas des concessions à l'opposition, mais plutôt une condition préalable à la survie et à la stabilité interne. Aucune négociation au monde sans un réel soutien social ne sera légitime et durable. Il est donc essentiel de rester vigilant face aux schémas imposés par le passé et d'éviter de reproduire les expériences qui ont conduit à des catastrophes humaines et politiques.

Tout en exprimant notre satisfaction quant au cessez-le-feu, nous mettons en garde contre le souvenir amer de la fin de la guerre Iran-Irak et des tragédies qui ont suivi l'adoption de la résolution 598, notamment l'exécution de milliers de prisonniers politiques dans les années 1980, qui reste vivace dans la mémoire collective de la nation. Notre inquiétude quant au traitement éventuel des dissidents et des militants politiques par le gouvernement après la fin de la guerre est très vive, notamment au vu des menaces constantes des courants extrémistes au sein et autour du pouvoir. Parallèlement, il est essentiel de comprendre que l'infiltration des services de renseignement ennemis et l'assassinat des commandants militaires du pays auraient été impossibles sans le rôle de certains facteurs internes et réseaux d'influence. Un traitement équitable de ces cas doit s'accompagner d'une distinction claire avec le traitement sécuritaire aveugle des critiques politiques.

Nous voulons la paix, mais une paix honorable. Nous accueillons favorablement les négociations, mais pas en position de faiblesse. Ce n'est qu'en nous appuyant sur la volonté nationale et le dialogue interne que nous pourrions surmonter cette crise avec fierté et stabilité.

Mercredi 25 juin 2025

Conseil Politique-Exécutif de l'Organisation des Fédaians du Peuple d'Iran (Majoritaire)